

Nous savons, de ce côté-ci de la Chambre, combien les bureaux de poste sont importants dans les localités qu'ils desservent. Ils leur rendent de précieux services qui sont loin de se limiter à la distribution du courrier. Pourtant, l'existence de ces bureaux de poste, déjà menacés de disparaître naguère, est de nouveau remise en question dans ce budget. La plupart des petites localités du nord de l'Ontario, comme Nipigon, Red Rock, Dorion, Pass Lake, Gull Bay, Armstrong et Hurkett, comptent sur les services de leur bureau de poste. Dans les petites villes et les campagnes canadiennes, comme celles du nord de l'Ontario, le bureau de poste et la gare de VIA Rail sont peut-être les seuls signes de la présence du gouvernement fédéral et le gouvernement n'a pas le droit de les priver de ces services.

Le gouvernement se rend-il compte qu'il en coûte plus cher de vivre dans les régions éloignées? Le budget va réduire le revenu disponible de tous les Canadiens, mais il réduira encore davantage le revenu des habitants du Nord. C'est dans les régions parsemées de petites villes, les régions isolées et les régions rurales, que ses effets se feront le plus lourdement sentir. Les habitants de ces régions devront payer dorénavant une surtaxe des particuliers de 3 à 5 p. 100 sans compter la taxe de vente qui passera de 12 à 13,5 p. 100.

Et comme si ce fardeau n'était pas déjà assez lourd, les jeunes familles de nos localités, qui veulent s'acheter une première maison et qui sont déjà aux prises avec des taux d'intérêt, des taux hypothécaires et des primes d'assurance plus élevés, devront retarder encore l'achat de cette maison à cause de la taxe sur les matériaux de construction qui passera de 8 à 9 p. 100.

Les transports sont un facteur d'unité et de prospérité dans le nord l'Ontario. Pourtant, ce budget cruel met en péril l'existence de ces services essentiels. Il prévoit des compressions importantes dans les subventions pour les dépenses d'exploitation et d'immobilisation à VIA Rail l'an prochain. Cela défie le bon sens de voir que le dépôt du budget a coïncidé avec les audiences que l'Office national des transport tenait à travers le Canada, au coût de millions de dollars, pour trouver un moyen de rentabiliser cette société à l'avenir. Pendant que ces audiences se déroulent, on présente le budget qui annonce à tous les Canadiens quelle orientation va prendre VIA Rail et quel sera son avenir.

Ces coupures dans les subventions entraîneront une diminution de la qualité du service, la suppression de certaines lignes, de nombreux licenciements et certaine-

ment des normes d'entretien inférieures. C'est la politique adoptée par le gouvernement parce qu'il ne se rend pas compte de l'importance d'un service voyageurs. Il ne comprend pas qu'un tel service fait partie intégrante de l'histoire et de l'expansion de notre pays. Au lieu d'envisager des possibilités de moderniser et d'améliorer le réseau ferroviaire voyageurs, le gouvernement a condamné devant nos yeux VIA Rail à une mort lente et pénible.

Je représente une circonscription qui a eu autrefois pour député un éminent Canadien du nom de Clarence Decatur Howe. Parmi les réalisations de M. Howe en tant que député et au service du Canada, en particulier pendant la Seconde Guerre mondiale, mentionnons qu'il a été l'un des fondateurs de Trans-Canada Airlines qui est maintenant Air Canada. Nous sommes fiers de M. Howe dans la circonscription de Thunder Bay—Nipigon. Ce fut un triste jour lorsque le gouvernement a annoncé dans le budget qu'il allait maintenant privatiser les 55 p. 100 restants d'Air Canada.

Je peux dire sans l'ombre d'un doute que c'était le rêve de M. Howe que nous ayons une compagnie aérienne nationale au Canada, appartenant aux Canadiens, pour que tous aient accès aux transports aériens quel que soit l'endroit où ils habitent. Lorsqu'on a lu cette partie du budget, ce fut un triste jour pour Air Canada, pour les Canadiens et pour un éminent Canadien du nom de Clarence Howe.

Le budget montre bien le véritable engagement du gouvernement à l'égard des programmes sociaux. Il nous dit que le gouvernement a choisi de ne pas donner aux Canadiens le programme de services de garde d'enfants de 4 milliards de dollars qu'il leur avait promis. C'est une coupure dans nos programmes sociaux. Les personnes dont le revenu dépasse un certain montant déterminé ne recevront plus de pensions de vieillesse ni d'allocations familiales. Voilà encore une coupure dans nos programmes sociaux auxquels le gouvernement avait promis de ne pas toucher.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990, le gouvernement cessera sa contribution de 2,9 milliards de dollars au régime d'assurance-chômage. Ce sera les employeurs et les employés qui devront financer entièrement ce programme en payant des cotisations plus élevées. Une autre coupure dans nos programmes sociaux.

Le budget prévoit une diminution de 1 p. 100 des paiements de transfert aux provinces. En 1986, ces paiements avaient été réduits de 2 p. 100. Nous connaissons